

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Email to:
TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision
.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Security and Electronic Warfare Major
Proj/Division de la sécurité de l'information Grands
Projets
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet ITI in Sp of C2 Project	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-18IT01/B	Amendment No. - N° modif. 026
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-18IT01	Date 2023-05-08
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QE-450-27248	
File No. - N° de dossier 061qe.W8474-18IT01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2024-03-29 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: See herein	Buyer Id - Id de l'acheteur 061qe
Telephone No. - N° de téléphone (819) - ()	FAX No. - N° de FAX (819) -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification 026 de la DDR

La modification 026 de la demande de renseignements s(DDR) vise à fournir à l'industrie les éléments suivants :

- (A) Publier les questions et les réponses issues de la rencontre portant sur l'ébauche de l'ISQ lors de la Journée de l'industrie.
- (B) Publier les questions et les réponses (à l'exclusion des renseignements exclusifs ou confidentiels) issues des rencontres individuelles portant sur l'ébauche de l'ISQ.
- (C) Publier la présentation PowerPoint de la Journée de l'industrie par le Canada.
- (D) Publier la liste des participants du gouvernement du Canada à la Journée de l'industrie.
- (E) Publier la liste des participants du gouvernement du Canada aux rencontres individuelles portant sur l'ébauche de l'ISQ lors de la Journée de l'industrie.

(A) Publier les questions et les réponses découlant de la rencontre portant sur l'ébauche de l'ISQ lors de la Journée de l'industrie.

Numéro de question	Question	Réponse
300	Un produit livrable du projet est-il censé faire l'objet d'un contrat?	<p>Tous les produits livrables seront des éléments contractuels, y compris le soutien en service (SES).</p> <p>Certains des résultats du projet décrits dans la présentation de la Journée de l'industrie (diapositive 18) seront obtenus par d'autres moyens. La portée des produits livrables pour la composante Solution infonuagique/de services gérés n'a pas été définie.</p>
301	Veuillez expliquer comment vous envisagez l'utilisation d'un logiciel en tant que service (SaaS) dans le cadre de ce projet.	<p>Le ministère de la Défense nationale (MDN) recherche des pistes de réflexion sur la manière dont le projet d'infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du contrôle (IT C2) pourrait exploiter le logiciel en tant que service (SaaS), et nous recherchons la capacité d'introduire de nouvelles applications.</p> <p>Nous aimerions recevoir des commentaires sur la manière dont les logiciels en tant que service (SaaS) pourraient être fournis compte tenu des contraintes de sécurité décrites.</p>

302	<p>À quelle étape du processus d'approvisionnement communiquerez-vous le profil de sécurité Secret/Élevé/Élevé?</p>	<p>Pour être clair, il y a une différence entre le profil de sécurité anticipé de l'infonuagique et les exigences contractuelles en matière de sécurité.</p> <p>Le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) continue de faire évoluer le profil de l'exigence de sécurité prévue pour l'infonuagique (Secret/Élevé/Élevé) et nous continuerons d'aider à obtenir la confirmation de ce qui peut être communiqué à l'industrie. S'il est disponible au moment de l'ISQ définitive, le profil sera publié dans le cadre de l'ISQ définitive.</p> <p>En ce qui concerne le niveau d'exigence de sécurité contractuelle :</p> <p>Le niveau d'exigence de sécurité est SECRET et fera partie de la coopération financée faisant suite à l'invitation à se qualifier (ISQ), ce qui signifie que les fournisseurs qui se sont qualifiés dans le cadre de l'ISQ définitive devront respecter les exigences de sécurité avant de se voir attribuer un contrat pour la coopération financée.</p> <p>Les clauses de sécurité applicables peuvent être citées dans l'ébauche de l'ISQ à la section 7.3 Exigences relatives à la sécurité.</p>
303	<p>Quelle est la relation entre ce projet et d'autres projets de la MRC/des FAC/de l'ARC/du COMFOSCAN? En particulier la MRTQDI.</p> <p>La MRC est définie comme suit : Marine royale du Canada.</p> <p>Les FAC sont définies comme suit : Forces armées canadiennes.</p> <p>L'ARC est définie comme suit : Aviation royale du Canada.</p> <p>Le COMFOSCAN sont définies comme suit : Commandement des forces d'opérations spéciales du Canada.</p> <p>La MRTQDI est définie comme suit : Modernisation du régiment des transmissions et du QG déployable interarmées</p>	<p>Ces différentes organisations chefs de file ont leurs propres exigences, et nous travaillerons en étroite collaboration avec chacune des parties prenantes désignées pour anticiper leurs éventuelles exigences. Nous ne sommes pas encore au fait de tous les détails, car nous continuons à élaborer une feuille de route et à nous engager avec les parties prenantes.</p>

304	L'un des résultats attendus du projet est la composante Sécurité axée sur les données (SAD). Pourriez-vous nous expliquer de quelle manière la coopération financée et la SAD sont liées à la demande de propositions?	Une modification de la demande de renseignements a été publiée pour demander à l'industrie de fournir une rétroaction sur la partie de l'exigence relative à la sécurité axée sur les données (SAD). Plus précisément, il convient de définir s'il est avantageux d'avoir une SAD en tant qu'exigence autonome ou s'il est préférable que le fournisseur de services infonuagiques s'en charge (contrat de sous-traitance, coentreprise). Les entreprises peuvent encore répondre aux questions relatives à la SAD dans le cadre de la demande de renseignements. Le Canada tiendra compte des commentaires dans le processus de prise de décision.
305	Le MDN ou ITI C2 ont-ils accès à une expérience ou une expertise en matière d'achat de services infonuagiques?	SPAC et le MDN se sont engagés et continueront à s'engager auprès de Services partagés Canada (SPC), qui a acquis une solution infonuagique de niveau Protégé B et a examiné l'ébauche de l'ISQ pour le projet ITI C2. Dans le cadre du projet, on s'est également engagé avec le Centre de la sécurité des télécommunications (CST), nos alliés et d'autres partenaires qui ont acheté des services infonuagiques de niveau SECRET afin d'avoir accès aux connaissances, de tirer parti des expériences et de recenser les éventuels problèmes potentiels liés à l'achat de services infonuagiques. Dans l'ensemble, nous essayons d'accéder à un maximum d'expérience et d'expertise dans la fourniture de services infonuagiques afin de nous assurer d'être sur la bonne voie.
306	Le délai pour le projet ITI C2 semble très long. Est-il possible d'accélérer ce calendrier?	Oui, il est possible d'accélérer les délais. Cela dépend de la rapidité avec laquelle les réponses sont reçues de l'industrie et de la capacité du MDN à examiner et à intégrer les changements. Cela dépend aussi de la rapidité avec laquelle la définition des exigences peut être achevée pour les produits les plus complexes, comme la Sécurité axée sur les données (SAD), et de l'agilité de l'approche d'acquisition pour répondre à des exigences de plus en plus élaborées. Le MDN a apporté des modifications à d'autres projets afin d'accélérer les délais et l'objectif est de faire avancer le projet aussi rapidement que possible.

307	Les responsables du projet ITI C2 ont communiqué et décrit la portée globale dans la demande de renseignements, y compris la consolidation des réseaux secrets, la Sécurité axée sur les données, etc. Y aura-t-il d'autres flux d'approvisionnement pour les autres éléments décrits dans les demandes de renseignements précédentes du projet ITI C2?	<p>Il y aura probablement deux contrats, l'un pour les Services infonuagiques et l'autre pour la Sécurité axée sur les données (SAD), ou ils pourront être combinés, mais la décision finale n'a pas encore été prise. Le MDN cherche à tirer parti des capacités en cours de développement dans le cadre d'autres initiatives au sein du ministère, qui peuvent ou non comprendre un soutien contractuel supplémentaire. Il peut y avoir des possibilités d'ajouter des éléments particuliers (p. ex. augmentation de la largeur de bande, solutions interdomaines). Le MDN pourrait envisager de sous-traiter certaines parties des mises à niveau des réseaux locaux (RL), des réseaux étendus (RE), des commutateurs et d'autres services au sein du MDN et des Forces armées canadiennes (FAC), en dehors du contrat principal qui fait l'objet de la présente ISQ; nous n'avons pris aucune décision définitive à ce sujet.</p> <p>En outre, il y aura d'autres contrats de services professionnels et éventuellement d'autres contrats d'intégration de systèmes.</p>
308	Quel est le lien entre la coopération financée du projet ITI C2 et le Programme interarmées d'informatique en nuage de la Défense (PIIND)?	<p>Le MDN communique avec le personnel du Programme interarmées d'informatique en nuage de la Défense (PIIND), qui constitue l'un des intervenants du projet ITI C2. Il s'agit de mettre à profit son expérience et son expertise.</p> <p>La coopération financée est une activité dirigée dans le cadre du projet et consistera simultanément à ce que le MDN travaille en étroite collaboration avec le PIIND, Services partagés Canada (SPC) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) afin de tirer parti de leurs connaissances.</p>
309	(a) Les retombées industrielles et technologiques (RIT) et les propositions de valeur seront-elles pertinentes si la stratégie en matière d'approvisionnement ne prévoit pas l'attribution de marchés distincts d'une valeur supérieure à 20 millions de dollars?	<p>(a) Oui, mais il est probablement trop tôt pour se prononcer définitivement. Les activités de la coopération financée qui comprennent une valeur du contenu canadien pourraient éventuellement être admissibles à un crédit de retombées industrielles et technologiques (RIT) sur le contrat éventuel. Il est possible que l'activité de coopération financée elle-</p>

	(b) Des retombées industrielles et technologiques (RIT) seront-elles exigées pour la mission financée?	<p>même fasse partie de l'obligation liée aux RIT à l'égard du soumissionnaire retenu, mais il serait inhabituel d'appliquer la politique relative aux RIT aux activités précontractuelles. Il est moins probable que la politique s'applique s'il s'agit de moins de 20 millions de dollars. Le Canada n'a pas encore déterminé les exigences de la demande de propositions pour ce projet.</p> <p>(b) Il est peu probable que la politique des retombées industrielles et technologiques (ITB) s'applique directement à la coopération financée.</p>
310	Le MDN a-t-il terminé le travail de conception de la stratégie et de la migration à gauche de ce point (données, applications) afin que le Canada comprenne l'ampleur de cette migration?	<p>Non, cette préparation n'a pas été réalisée en détail. Le MDN est à la recherche de commentaires et de conseils de la part de l'industrie pour l'aider à élaborer sa stratégie de migration. L'industrie dispose de méthodologies pour évaluer les applications et les charges de travail et nous avons l'intention de tirer parti de l'expertise de l'industrie au cours de la coopération financée.</p>
311	Outre les services d'hébergement d'applications (calcul, stockage), le MDN a-t-il recensé les types de services infonuagiques qu'il a l'intention ou besoin d'utiliser (p. ex. des services précis d'analyse et de transformation des données, des services d'IA ou d'apprentissage automatique - p. ex. vision par ordinateur, traitement du langage naturel (NLP), des services de conteneurs gérés, des services d'Internet des objets (IDO) (p. ex. groupe d'IDO) que les fournisseurs de services infonuagiques publics proposent dans le cadre de leurs portefeuilles publiés?	<p>Certains de ces services infonuagiques plus sophistiqués dépasseraient le cadre de ce projet. Cela dit, si ces services sont inclus dans la solution globale, ce serait une excellente chose. Certains de ces services sont difficiles à offrir au niveau SECRET, mais nous sommes ouverts aux suggestions qui nous permettraient de progresser plus rapidement. Il y aura des projets de suivi et l'industrie aura ses propres initiatives pour permettre de nouvelles capacités qui s'appuieront sur l'infrastructure et les services que nous fournirons. Si les possibilités sont rentables pour être activées dans le cadre des offres initiales, nous serions ouverts à cette idée.</p> <p>Le MDN s'attend à pouvoir accéder au marché de l'infonuagique pour un fournisseur de services infonuagiques donné, avec des limitations. Veuillez nous faire part de vos réflexions sur la manière dont ces services supplémentaires pourraient être fournis dans le cadre de ce contrat, compte tenu des restrictions en matière de sécurité décrites.</p>

312	Afin d'accélérer l'adoption des capacités, est-il prévu d'acquérir également des services de migration et de mise en œuvre pour le MDN ou de laisser les organisations de niveau 1 piloter l'acquisition des services?	<p>Les services de migration et de mise en œuvre devront faire partie de la solution globale du projet.</p> <p>Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires sur la description des services de migration et de mise en œuvre disponibles et sur la manière dont ces services pourraient être inclus dans ce contrat.</p>
313	En ce qui concerne les marchandises contrôlées, si vous êtes enregistré dans l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR), vous bénéficiez de droits acquis, n'est-ce pas?	<p>Exactement.</p>
314	Le MDN a indiqué que Services partagés Canada (SCC) est inclus en tant qu'intervenant, ainsi que le personnel du Programme interarmées d'informatique en nuage de la Défense (PIIND) pour leur expérience en matière d'infonuagique classée Protégé B, Intégrité moyenne et Disponibilité moyenne. Comment cette expérience s'étend-elle aux services infonuagiques de niveau SECRET fourni par les fournisseurs de services infonuagiques à grande échelle? Quels sont vos projets pour apporter l'expertise nécessaire à la définition, à l'acquisition, à la construction et à l'exploitation de services infonuagiques de niveau SECRET à grande échelle?	<p>Étant donné que le projet ITI sera probablement le premier service d'infonuagique de niveau II à être mis en œuvre par le MDN et les Forces armées canadiennes (FAC), nous sommes à la recherche de toutes les expériences tirées de travaux antérieurs réalisés par d'autres organisations afin de nous guider dans notre progression. Nous pensons que, même si les travaux antérieurs n'ont pas porté sur les fournisseurs de services infonuagiques à grande échelle, il reste des leçons précieuses à tirer. Nous recherchons également l'expertise et l'expérience de ces fournisseurs à grande échelle eux-mêmes, pour tout travail qu'ils ont déjà effectué et qui pourrait être similaire à ce que nous proposons de faire.</p>
315	Les Services partagés Canada (SPC) étant les conseillers de ce projet et apportant leur expérience en matière d'acquisition de services infonuagiques, a-t-on l'intention de passer des contrats similaires aux accords-cadres infonuagiques du gouvernement du Canada (GC) qui sont conclus directement avec des fournisseurs de services infonuagiques?	<p>Il existe peut-être d'autres exigences gouvernementales, mais cela dépasse le cadre du projet. L'accent est mis sur la fourniture d'un service infonuagique de niveau SECRET pour le MDN et les Forces armées canadiennes (FAC), mais non pour l'ensemble du gouvernement. Nous espérons que l'industrie pourra présenter les avantages et les inconvénients au cours de la coopération financée (p. ex. le contrat de services partagés non classifiés pour l'infonuagique est-il un bon modèle à utiliser pour le projet ITI C2?). Le Canada est à la recherche de conseils d'experts et d'une rétroaction de l'industrie.</p> <p>Alors que le contrat de services infonuagiques de niveau SECRET serait principalement mis en place pour une utilisation le MDN ou les FAC, SPAC envisage l'option de permettre à d'autres</p>

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/B (DDR)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

N° de la Modif. – Amd. No.
026
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

		partenaires du GC (au-delà du MDN et des FAC) d’accéder au mécanisme contractuel en résultant ou aux services infonuagiques. Nous demandons également à l’industrie de nous faire part de ses commentaires sur cette possibilité.
--	--	---

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/B (DDR)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

N° de la Modif. – Amd. No.
026
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(B) Publier les questions et les réponses (à l'exclusion des renseignements exclusifs ou confidentiels) découlant des rencontres individuelles portant sur l'ébauche de l'ISQ.

Numéro de question	Question	Réponse
316	Pensez-vous que la réalisation de démonstrations puisse s'inscrire dans le cadre d'une coopération financée, et si oui, où?	Il est possible de réaliser des démonstrations dans le cadre d'une coopération financée. Le MDN peut également choisir de rencontrer des experts en la matière dans le cadre de divers engagements afin de mieux définir les exigences.
317	Le Canada accorde-t-il beaucoup d'importance à la rétroaction relative à l'ébauche de l'ISQ?	Oui, et pour faire part de sa rétroaction relative à l'ébauche de l'ISQ, l'industrie est encouragée à faire preuve d'une grande franchise dans ses commentaires, à donner des conseils, à déterminer les embûches et à expliquer comment les éviter. L'industrie dispose d'une expérience considérable que le MDN peut mettre à profit.
318	Si nous ne respectons pas les exigences obligatoires, pouvons-nous quand même participer à la procédure d'ISQ?	<p>Il ne s'agit que de l'ébauche de l'ISQ et aucune évaluation technique n'est menée à ce stade-ci. L'industrie est encouragée à formuler des commentaires, à fournir une rétroaction en vue d'améliorations ou de suggestions. Les réponses concernant l'ébauche de l'ISQ sont attendues pour le 26 mai 2023 et peuvent être envoyées à l'adresse électronique fournie dans la modification de la demande de renseignements du document de l'ébauche de l'ISQ.</p> <p>Pour l'ISQ définitive, les répondants qui ne satisfont pas aux exigences obligatoires ne deviendront pas des fournisseurs qualifiés et ne pourront pas participer à la suite du processus d'approvisionnement.</p> <p>TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca</p>
319	Le Canada peut-il commenter le calendrier du projet?	Le calendrier actuel est décrit dans l'ébauche de l'ISQ, mais il est susceptible d'être modifié. La date de publication des ISQ définitives est provisoirement prévue pour la fin de cette année ou le début de l'année 2024.
320	Les ISQ définitives seront-elles clôturées l'année prochaine à la même période?	Potentiellement oui, mais sous réserve de modifications.

321	<p>Le projet d'ISQ semble structuré et rédigé à l'intention des fournisseurs de services infonuagiques. D'autres demandes de propositions semblent être divisées en plusieurs composantes. Si un fournisseur se qualifie, peut-il répondre à une ou aux deux demandes de propositions (composante Solution infonuagique/de services gérés et composante Sécurité axée sur les données) ou à une autre demande de propositions? Comment le MDN envisage-t-il que les participants de l'industrie s'engagent dans ce processus?</p> <p>Les composantes sont définies comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• des demandes de propositions similaires à grande échelle qui ont été divisées en un ou plusieurs volets dans lesquels les soumissionnaires peuvent choisir de présenter une offre pour un ou plusieurs volets dans le cadre d'une demande de propositions unique;• une demande de propositions à grande échelle qui a été divisée en petites demandes de propositions plus prescriptives dans le cadre desquels les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour une demande de propositions, pour plusieurs ou pour l'ensemble des demandes de propositions.• des demandes de propositions de plus grande envergure ont attribué un contrat unique à un intégrateur principal, qui déclare un ou plusieurs partenaires, c.-à-d. une équipe centrale (service, fabricant d'équipement d'origine, fournisseur de services infonuagiques) pour répondre à chaque composante ou volet majeur de la demande de propositions.	<p>Il ne s'agit que de l'ébauche de l'ISQ. Aucune décision n'a été prise quant à l'émission d'une ou de plusieurs demandes de propositions. Le MDN est ouvert à d'autres considérations, notamment, la possibilité de conclure des accords de type entrepreneur principal/sous-traitant, des accords conjoints ou des ententes de partenariat.</p> <p>Les fournisseurs qualifiés dans le cadre de l'ISQ définitive ne peuvent répondre qu'aux demandes de propositions adressées aux fournisseurs qualifiés.</p>
322	<p>Que signifie le service géré pour le MDN en ce qui concerne l'infrastructure en tant que service (IaaS) ou la plateforme en tant que service (PaaS), la gestion de la surveillance à distance ou la capacité du centre de services (première ligne)?</p>	<p>Les services gérés peuvent être une infrastructure en tant que service (IaaS) ou une plateforme en tant que service (PaaS), ou une capacité de surveillance à distance et de centre de services de gestion (première ligne). Le MDN en est à la phase de découverte et cherche à découvrir ce que nous ne savons pas. La rétroaction de l'industrie à l'ébauche de l'ISQ sera essentielle pour permettre au MDN de déterminer les services applicables requis, car nous ne disposons pas d'une ventilation exacte à ce stade, ni de ce que serait un plan de soutien en service (SES) suffisant. Le MDN</p>

N° de l'invitation – Solicitation No.
W8474-18IT01/B (DDR)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

N° de la Modif. – Amd. No.
026
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

		souhaite recevoir une rétroaction de l'industrie sur ce sujet.
323	Le MDN est-il conscient de cela en ce qui concerne les capacités de maintenance du serveur? Les services infonuagiques n'offrent pas de capacité de mise en réseau.	Certaines exigences du projet ne seront pas respectées au moyen du contrat. Le MDN est conscient de ces problèmes et d'autres initiatives y sont consacrées. Par exemple, certaines seront gérées par les Forces armées canadiennes (FAC) du ministère de la Défense afin de moderniser avec succès l'infrastructure. Le MDN prévoit une augmentation de l'utilisation des données et de la largeur de bande, et le projet devra être planifié en conséquence.
324	La conception et la modernisation de la sécurité des réseaux vont de pair. Quelle est la position du MDN pour inclure la sécurité des réseaux dans l'exigence d'une meilleure expérience utilisateur?	Le contrat et le projet dans son ensemble comporteront des exigences en matière de sécurité des réseaux, non seulement pour améliorer l'expérience des utilisateurs, mais aussi pour répondre à d'autres besoins généraux liés à la sécurité.
325	Comment le Canada envisage-t-il l'aspect relatif aux services professionnels du projet, et à quoi ressemblera-t-il en termes de ressources, de temps, de matériaux, d'honoraires fixes, de conception architecturale et d'ingénierie?	<p>Le MDN s'attend à ce que les entrepreneurs gèrent les services professionnels du projet. Le MDN est en train de déterminer la manière dont ces éléments fonctionnent ensemble.</p> <p>On attend des entrepreneurs qu'ils participent au processus de conception. La conception sera communiquée, examinée et modifiée en fonction des besoins. L'entrepreneur pourrait en faire un peu, et diverses organisations du MDN ou des FAC pourraient également en faire. Le MDN peut également choisir de définir cet aspect du projet et de fournir les spécifications à l'entrepreneur.</p>
326	Le projet ITI C2 adhèrera-t-il à l'architecture du MDN, et sait-on si celle-ci sera mise à jour pour s'orienter en fonction des exigences de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)?	Ce projet sera conforme au cadre d'architecture du MDN. L'interopérabilité est essentielle, non seulement avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Groupe des cinq (Gp5) et surtout les États-Unis, mais aussi avec d'autres organisations du gouvernement canadien. Celles-ci détermineront les exigences du projet.
327	Un budget peut-il être communiqué?	<p>Une fourchette de budget estimatif pour les projets est affichée en ligne.</p> <p>Infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du contrôle -</p>

N° de l'invitation – Solicitation No.
W8474-18IT01/B (DDR)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

N° de la Modif. – Amd. No.
026
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

		<p>Programme des capacités de la Défense (forces.gc.ca)</p> <p>(http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=1560)</p>
328	Les opérations financières (FinOps) constituent le défi à relever dans le cadre de la collaboration avec les fournisseurs à grande échelle. Le MDN a-t-il réfléchi à la manière de gérer les dépenses liées aux projets en termes d'optimisation des coûts?	<p>Oui, le MDN a réfléchi à la manière de gérer les dépenses des projets en termes d'optimisation des coûts. Cette considération s'applique à la collaboration non seulement avec les fournisseurs à grande échelle, mais aussi avec d'autres acteurs du secteur. Le rapport qualité-prix est un type de critère pris en compte, qui peut être dérivé des économies de personnel, de la fiabilité du système, de l'accès aux données et de l'intelligence économique.</p> <p>Les économies de personnel sont définies comme suit : La gestion par un fournisseur de la majeure partie de l'infrastructure informatique du MDN pour le projet ITI C2, afin de permettre au personnel du MDN de se concentrer sur d'autres tâches, ce qui se traduit par une plus grande efficacité.</p>
329	Comment le Canada envisage-t-il les centres de données des installations régionales dans le monde?	<p>Il existe des exigences précises en matière de sécurité, au Canada, dans le monde entier et sur les navires de la Marine royale canadienne (MRC), déployés dans le cadre d'opérations sur des navires en mer. Le MDN reconnaît la nécessité de disposer de centres de données primaires au Canada, mais notre intention actuelle est d'utiliser les ressources existantes du MDN et des Forces armées canadiennes (FAC) pour étendre le système aux déploiements à l'étranger, plutôt que d'utiliser des installations régionales fournies par l'industrie. Les préoccupations en matière d'interopérabilité et de cybersécurité devront être abordées.</p> <p>Les déploiements d'installations de services infonuagiques sont d'un grand intérêt pour le projet. Il serait souhaitable que l'industrie fournisse des commentaires sur ce sujet dans ses réponses.</p> <p>Le MDN encourage l'industrie à proposer comment la souveraineté numérique pourrait remplacer la résidence physique des données</p>

		dans le cas des centres de données ou des actifs déployés.
330	<p>En ce qui concerne l'infrastructure du réseau, quelle est la gestion du cycle de vie?</p> <p>(a) En tant que modèle de service, cela inclut-il les composants physiques?</p> <p>(b) Comment envisagez-vous de les gérer pendant la durée du projet?</p> <p>(c) Le remplacement des équipements en fin de vie relève-t-il de la responsabilité de l'entrepreneur?</p>	<p>Le plan de soutien en service (SES) n'a pas encore été défini par le MDN. Nous avons envisagé d'assurer nous-mêmes une partie du soutien en service ou de confier cette tâche à un entrepreneur. Le MDN envisage également de demander à un entrepreneur de fournir certains équipements qui seraient sous son contrôle dans les centres de données. Le MDN envisagerait de payer une redevance annuelle ou mensuelle pour couvrir les coûts au fil du temps du remplacement de l'équipement nécessaire pour soutenir l'infrastructure en nuage en place pour l'infrastructure en tant que service (IaaS), le logiciel en tant que service (SaaS) et la plateforme en tant que service (PaaS),</p> <p>Le Canada est ouvert aux possibilités, aux suggestions et aux commentaires formulés par l'industrie à cet égard.</p> <p>Il convient également de noter que certaines parties des mises à niveau prévues du réseau ne relèvent pas de la portée du contrat.</p>
331	<p>Le MDN serait-il favorable à un modèle dans lequel la solution présentée serait consommée sur une base mensuelle et où le MDN consommerait un montant x?</p>	<p>Il est trop tôt pour répondre à cette question. Cela dépendra de la viabilité de la solution et de sa capacité à répondre aux besoins. Le MDN étudie toutes les options possibles et souhaite recevoir une rétroaction à ce sujet.</p>
332	<p>Le MDN envisagera-t-il d'utiliser un logiciel en tant que service (SaaS) tout au long du cycle de vie du projet? Dans l'affirmative, cet argent sera-t-il dépensé pendant toute la durée du contrat? Il pourrait s'agir d'un coût forfaitaire, de sorte que si la technologie évolue, le coût serait le même aujourd'hui et à l'avenir.</p>	<p>Oui, c'est une option.</p>
333	<p>Comment le projet ITI C2 sera-t-il lié du point de vue de la mise en œuvre? Qui est le principal intégrateur de systèmes? S'il ne s'agit pas d'un seul projet, qui sera l'entrepreneur principal des contrats de sous-traitance?</p>	<p>Le MDN attend des suggestions de la part de l'industrie. Une autre option envisagée consiste à conclure des contrats avec des intégrateurs de systèmes. Le MDN est ouvert à toutes les options qui répondent à ses besoins.</p>

334	Comment le projet ITI C2 s'articulera-t-il avec d'autres projets comme : la Gestion de l'identité, les justificatifs d'identité et de l'accès (GIJIA), le Commandement et contrôle de réseau capacité intégrée de connaissance de la situation (C2 réseau CICS) et Cyberdéfense — l'Analyse des décisions et réponse (CD-ADR)? Comment vont-ils interagir?	Le projet Commandement et contrôle de réseau capacité intégrée de connaissance de la situation (C2 réseau CICS) est en avance sur le projet ITI C2. Le projet C2 réseau CICS sera transféré pour inclure les services fournis par le projet ITI C2 à un moment donné dans le futur. Le projet Gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès (GIJIA) est nécessaire pour améliorer le contrôle d'accès, y compris la gestion des accès privilégiés, et pour permettre une Sécurité axée sur les données (SAD), et le projet Cyberdéfense – Analyse des décisions et réponse (CD-ADR) améliorera les liens pour le dispositif de cybersécurité, y compris l'infrastructure qui sera fournie dans le cadre du projet ITI C2.
335	Le projet ITI C2 est-il ciblé pour les fournisseurs de services infonuagiques, ou d'autres fournisseurs peuvent-ils participer, ou voyez-vous un écosystème de fournisseurs se mettre en place?	Si un fournisseur de services infonuagiques est le chef de file et a des sous-fournisseurs, cela serait acceptable pour le MDN. Inversement, si un fournisseur de services se substitue à un fournisseur de services infonuagiques, cela serait également acceptable. Toutefois, les dispositions contractuelles directes, les vérifications de sécurité et les communications avec le sous-fournisseur de services infonuagiques seraient nécessaires.
336	Référence : Le critère O1 à l'annexe 1 de la partie 4 de l'ISQ. Pour les services de mise en œuvre, les services de conseil signifient-ils qu'il n'y a pas d'intervention humaine directe, ou qu'il peut y avoir une intervention humaine directe?	Il s'agit de se qualifier en tant que fournisseur dans le cadre de l'ISQ définitive, et non pas exactement de ce dont nous aurons besoin dans le cadre de la demande de propositions. Le critère O1 est énoncé sous forme d'un « ou », c'est-à-dire qu'il peut s'agir de l'un ou de l'autre; une entreprise ne doit satisfaire qu'à A, B ou C, et non à tous les critères. Quelques interventions humaines directes seront nécessaires.
337	S'agira-t-il d'une demande de propositions binaire ou d'une demande de propositions pondérée et cotée?	Il y aura des critères cotés. Une combinaison de la valeur, de la proposition (RIT) technique et financière sera pondérée.
338	Le projet d'ISQ semble être rédigé à l'intention des fournisseurs de services infonuagiques. Est-il ouvert à la rétroaction de la part des fournisseurs qui ne fournissent pas de services infonuagiques? Les fournisseurs de centres de données, les fournisseurs de logiciels en tant que service (SaaS) et les solutions de machines virtuelles sont des exemples de fournisseurs qui ne font pas partie des	Le MDN est ouvert aux suggestions dans le cadre du processus d'élaboration de l'ébauche de l'ISQ. Le MDN reconnaît que les différents secteurs d'activité peuvent fournir une rétroaction différente. Nous sommes à la recherche d'une rétroaction honnête et instructive de la part de l'ensemble de l'industrie, afin de mieux reconnaître les

	fournisseurs de services infonuagiques. Chacun d'entre eux peut fournir des services distincts, sans pour autant répondre à tous les cas d'utilisation, mais peut soutenir les fournisseurs de services infonuagiques dans le cadre de la présente demande de renseignements ou d'un autre engagement.	erreurs potentielles et la manière de recenser et de relever les défis.
339	Comment le Canada déterminera-t-il la valeur globale du contrat aux fins de la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT)?	En règle générale, la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) correspond à la valeur totale combinée du contrat avant impôt et la valeur de l'obligation peut augmenter au fur et à mesure que la valeur du contrat s'accroît.
340	Référence : Le critère O1 à l'annexe 1 de la partie 4 de l'ISQ. L'objectif de cette exigence est-il de fournir une liste des logiciels en tant que service (SaaS) qui ont été supprimés?	L'objectif de ce critère obligatoire était de demander quelles offres de logiciels en tant que service (SaaS) vous avez proposées dans le passé, mais que vous n'offrez plus. Il s'agissait de donner une indication de la capacité démontrée du fournisseur à gérer la livraison d'un logiciel tout au long de son cycle de vie.
341	Les modalités liées à la propriété intellectuelle (identification et propriété) énoncées dans l'ébauche de l'ISQ sont-elles finalisées ou pourraient-elles être modifiées?	Nous en sommes au stade de l'ébauche de l'ISQ. Par conséquent, certaines clauses, conditions, etc. sont susceptibles d'être modifiées et doivent être considérées comme flexibles. Les versions définitives pourraient être similaires ou plus étendues. Le MDN encourage l'industrie à inclure dans ses réponses des commentaires et des suggestions sur les conditions relatives à la propriété intellectuelle.
342	En ce qui concerne la clarification des exigences en matière de sécurité du personnel - SECRET à TRÈS SECRET, quand une décision sera-t-elle prise concernant la classification de la coopération financée et quand pourrions-nous l'utiliser comme parrainage pour les attestations?	<p>Il suffirait d'un parrainage de SPAC. La décision a été prise concernant la classification de sécurité des coopérations financées. Veuillez vous reporter à l'ébauche de l'ISQ à la section 7.3 Exigences relatives à la sécurité.</p> <p>L'industrie peut envoyer un courriel à SPAC pour demander un parrainage.</p>

L'hyperlien supplémentaire suivant a été communiqué à l'industrie lors des rencontres individuelles :

1. Architecture de référence du cadre d'échange de renseignements :

<https://www.omg.org/spec/IEF-RA/1.0/PDF>

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/B (DDR)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

N° de la Modif. – Amd. No.
026
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

(C) Publier la présentation PowerPoint de la Journée de l'industrie par le Canada.

Documents PowerPoint de référence en ANGLAIS et en FRANÇAIS accompagnant cette modification.

(D) Publier la liste des participants du gouvernement du Canada à la Journée de l'industrie portant sur l'ébauche de l'ISQ.

Liste des noms et titres des principales parties prenantes du gouvernement du Canada

Al Hamel - directeur principal

Secteur de l'approvisionnement et du soutien en équipement aérospatial et terrestre
Direction de l'acquisition des systèmes électroniques, de munitions et systèmes tactiques (DASEMST)
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Hari Gupta - Directeur

Direction – Réalisation de projets (commandement, contrôle et cyberspace)
Ministère de la Défense nationale (MDN)

Rita Brown – Gestionnaire

Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Jeremy Dixon – Spécialiste en approvisionnement (hôte)

Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Aaron Abela – Chef d'équipe d'approvisionnement

–Autorité contractante

Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Emmanuelle Rodriguez – Chef d'équipe d'approvisionnement

- Autorité contractante

Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

N° de l'invitation – Solicitation No.
W8474-18IT01/B (DDR)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

N° de la Modif. – Amd. No.
026
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Rosie Haddad – Chef de sous-section, DASE 6-4
Ministère de la Défense nationale (MDN)

Brian Maranta – Chef de projet ITI C2
Ministère de la Défense nationale (MDN)

Eric Macfarlane – Gestionnaire de projet
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Larry Stoddard – Architecte principal de la sécurité
Centre de la sécurité des télécommunications (CST)

(E) Publier la liste des participants du gouvernement du Canada aux rencontres individuelles portant sur l'ébauche de l'ISQ lors de la Journée de l'industrie.

Liste des participants du gouvernement du Canada et leur titre, aux rencontres individuelles sur l'engagement de l'industrie dans le cadre de l'ébauche de l'ISQ. La participation effective a pu varier d'une réunion à l'autre en raison de conflits d'horaire, mais des parties prenantes similaires auraient été présentes en remplacement.

Liste des noms et titres des principales parties prenantes du gouvernement du Canada

Rita Brown – Gestionnaire
Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Jeremy Dixon – Spécialiste en approvisionnement (hôte)
Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Aaron Abela – Chef d'équipe d'approvisionnement
– **Autorité contractante**
Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Emmanuelle Rodriguez – Chef d'équipe d'approvisionnement
– **Autorité contractante**
Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/B (DDR)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

N° de la Modif. – Amd. No.
026
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Id de l'acheteur – Buyer ID
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Rosie Haddad – Chef de sous-section, DASE 6-4
Ministère de la Défense nationale (MDN)

Brian Maranta – Chef de projet ITI C2
Ministère de la Défense nationale (MDN)

Eric Macfarlane – Gestionnaire de projet
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Larry Stoddard – Architecte principal de la sécurité
Centre de la sécurité des télécommunications (CST)

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.



Projet d'infrastructure de technologie de l'information à l'appui
du commandement et du contrôle (ITI C2)

SÉANCE DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

Séance virtuelle (en ligne)

Lundi 6 février 2023

De 13 h à 16 h

1



Public Services and
Procurement Canada

Services publics et
Approvisionnement Canada

Canada

• Frederick Bouchard

Animation et logistique

REMARQUE
* SEULS les participants de chaque entreprise inscrits à la journée de l'industrie peuvent participer.



Ordre du jour de la séance de consultation

HEURE	DETAILS	OPI	Orateur/Oratrice
12h30-13h05	Arrivée des participants	TOUS	
13h05-13h10	Détails administratifs	SPAC	Frederick Bouchard Facilitateur MS TEAMS
131h0-13h15	Remarques introductives	SPAC	Al Hamel Directeur principal
13h15-13h20	Remarques introductives	MDN	Hari Gupta Directeur principal
13h20-13h25	Aperçu et Remarques de SPAC	SPAC	Rita Brown Gestionnaire
13h25-13h55	Séance d'information du MDN comprenant un aperçu des exigences opérationnelles	MDN	Brian Maranta Gestionnaire de projet du MDN
13h55-14h05	Questions et Réponses	MDN	Brian Maranta
14h05-1420	* PAUSE *	TOUS	
14h20-14h40	Ébauche du processus d'IQ	SPAC	Aaron Abela Byron Kendell Autorité Co-Contractuel
14h40-14h50	Question et Réponses	SPAC	Rita Brown
14h50-15h10	Aperçu des avantages industriels et techniques	ISDEC	Eric Macfarlane Gestionnaire de projet ISDEC
15h10-15h20	Questions et Réponses	ISDEC	Eric Macfarlane
15h20-15h40	Briefing sur les informations de sécurité	PSC	Alexandre Parent Responsable des relations avec les clients
15h40-15h45	Questions et Réponses	PSC	Alexandre Parent
15h45-16h00	Mot de clôture	SPAC MDN	Rita Brown Brian Maranta

MOT D'OUVERTURE

M. Al Hamel

Directeur principal

Colonel (à la retraite), CD, ingénieur

**Secteur de l'approvisionnement et du soutien en équipement aérospatial et terrestre
Direction de l'acquisition des systèmes de munitions et des systèmes électroniques et tactiques (DASMSET)**

**Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)**

Al Hamel – biographie

- Natif de Coleville, en Saskatchewan, Al Hamel a commencé sa carrière universitaire et militaire au Royal Roads Military College, à Victoria, en Colombie-Britannique, en 1970. Ayant obtenu son diplôme du Collège militaire royal du Canada, à Kingston, en 1974, il a ensuite suivi une formation militaire d'officier ingénieur en communications et en électronique. Il a commencé une aventure de 31 ans qui a compris différents emplois, comme celui d'officier de la maintenance des télécommunications à la station des Forces canadiennes de Sioux Lookout, dans le nord-ouest de l'Ontario, celui d'officier des transmissions du régiment auprès des Royal Canadian Dragoons à Lahr, en Allemagne, de commandant de l'École d'électronique et des communications des Forces canadiennes à Kingston et de commandant du Groupe multinational de soutien des transmissions du siège des SFOR de l'OTAN à Sarajevo, sans oublier un certain nombre de postes de gestion de projet et d'ingénieur notables au quartier général de la Force terrestre, à Saint-Hubert, et à l'administration centrale de la Défense nationale, à Ottawa. La dernière nomination militaire de M. Hamel était à titre de directeur – Administration du programme des systèmes de commandement terrestre.
- Lorsqu'il a pris sa retraite des Forces canadiennes, en avril 2006, M. Hamel a accepté une nomination au sein de la fonction publique, plus précisément au sein de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Après avoir travaillé pendant 4 ans et demi au sein de la Direction générale des services d'infotechnologie, il s'est joint à la Direction générale des approvisionnementnements en octobre 2010. Il est, depuis, le directeur principal de la Direction de l'acquisition des systèmes de munitions et des systèmes électroniques et tactiques.
- Il a un baccalauréat en génie électrique et une maîtrise en génie informatique du Collège militaire royal du Canada. Il est ingénieur agréé qui peut exercer sa profession en Ontario depuis 1976.

MOT D'OUVERTURE

M. Hari Gupta

Directeur

**Direction – Réalisation de projets (commandement, contrôle
et cyberspace)**

Ministère de la Défense nationale (MDN)

Hari Gupta – biographie

Hari Gupta s'est joint aux Forces armées canadiennes en 1981. Il a été officier en communications et en électronique de l'Aviation royale canadienne, atteignant le grade de lieutenant-colonel avant de prendre sa retraite des FAC en 2008. À ce moment, il s'est joint au ministère de la Défense nationale à titre d'ingénieur principal, se spécialisant en gestion de projets en gestion de l'information. Tout au long de sa carrière militaire et de sa carrière comme civil, M. Gupta a dirigé des équipes ayant des capacités dans de multiples disciplines dans le cadre de projets de GI et de TI de petite et de grande envergure. En 2015, il a été nommé directeur – Réalisation de projets (Renseignement et surveillance) (équivalent EX-01). En 2018, il est devenu un cadre supérieur (EX-02). Il est actuellement directeur – Réalisation de projets, (commandement, contrôle et cyberspace). Au moyen d'une approche axée sur la coopération, la stratégie et la collaboration, M. Gupta continue d'orienter les équipes de la haute direction dans le cadre de la planification stratégique, ainsi que les gestionnaires de projet et les chefs d'équipe de la Direction pour assurer la prestation réussie de nouvelles capacités et d'un soutien durable pour l'infrastructure et les applications fournies.

Il est diplômé du CMR de Kingston, et du Programme de commandement et d'état-major interarmées. Il a une maîtrise en génie informatique et en études de la défense. Il est ingénieur agréé, en plus d'avoir la certification PMP (professionnel de la gestion de projet). Parmi ses loisirs, il dirige un groupe d'oom pah-pah allemand, un chœur a capella, et un quatuor s'appelant Capital City Chorus. Il assiste aussi à des concerts et à des spectacles, en plus de faire du ski, de la natation, du canot et de la randonnée.

7



Mot d'ouverture de SPAC

Rita Brown

Gestionnaire

**Division de la sécurité de l'information et de la guerre
électronique (QE) – Grands projets
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)**

Mandat de SPAC



Le Ministère est composé de 19 directions générales qui sont responsables de la prestation et de la gestion des services pour le gouvernement du Canada, la population canadienne et les organismes internes du Ministère. Il gère également un organisme de service spécial, le Bureau de la traduction.

▪ Accès à l'information et protection des renseignements personnels (AIPRP)	▪ Administration de la paye
▪ Approvisionnement maritime et de défense	▪ Rémunération, pension et avantages sociaux
▪ Surveillance (DGS)	▪ Solutions de paye
▪ Services numériques (DGSN)	▪ Politiques, planification et communications (DGPPC)
▪ Finances	▪ Approvisionnement
▪ Secteur des services d'information du gouvernement (SIG)	▪ Services immobiliers
▪ Ressources humaines (DGRH)	▪ Receveur général
▪ Portail linguistique du Canada	▪ Science et infrastructure parlementaire
▪ Bureau du dirigeant principal de l'audit, évaluation et gestion du risque (BDPAEGR)	▪ Services partagés en ressources humaines (SPRH)



La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement est aussi responsable du soutien à la prestation de services pour :

▪ Société immobilière du Canada limitée	▪ Commission de la capitale nationale
▪ Postes Canada	▪ Ombudsman de l'approvisionnement
▪ Protocole du service postal canadien	▪ Services partagés Canada
▪ Construction de Défense Canada	▪ Comité consultatif sur le règlement des différends associés aux paiements en remplacement d'impôts
▪ Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	



Objectifs et principes de la passation de marchés

- Intégrité
- Concurrence
- Ouverture et transparence
- Aider les ministères/organismes à atteindre leurs objectifs
- Objectifs socioéconomiques
- Cadre juridique et stratégique, y compris les accords commerciaux

Approvisionnement en matière de défense – que faisons-nous?

- La *Loi sur la production de défense* (1951) accorde à notre ministre le **pouvoir exclusif** pour acquérir des biens/des services de construction et d'entreprendre des projets en matière de défense.
- Établir et gérer des contrats pour acquérir un vaste éventail de systèmes complexes sur le plan technique pour l'Armée, la Marine royale canadienne et l'Aviation royale canadienne, y compris l'acquisition de ce qui suit :
 - Aéronefs et systèmes militaires et civils
 - Navires et systèmes maritimes
 - Systèmes d'armes et munitions
 - Véhicules blindés
 - Systèmes électronique et de communications
 - Dispositifs d'entraînement et simulateurs
 - Activités de réparation et de révision connexes
 - Sécurité de l'information et guerre électronique
- On gère l'approvisionnement dans le cadre du Programme d'approvisionnement en munitions, afin de maintenir une capacité industrielle au Canada pour les munitions et les armes de petit calibre à volume élevé.

Intervenants dans le domaine de l'approvisionnement en matière de défense au Canada

Finances

TPSGC

Conseil du Trésor

Innovation, Sciences et
Développement
économique Canada

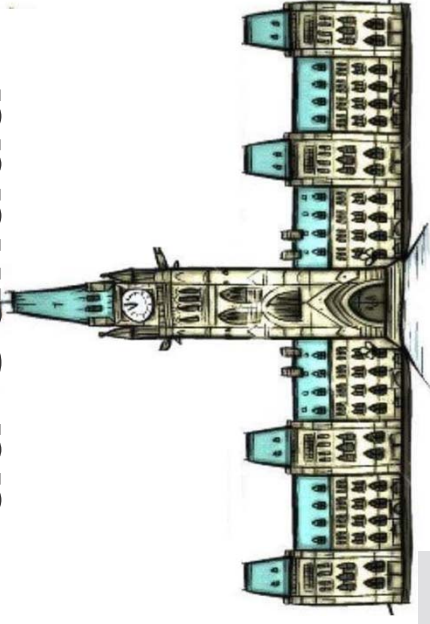
Agences de
développement régional

Industrie

Bureau du Conseil
privé

Justice

Affaires
mondiales
Canada



MDN



Public Services and
Procurement Canada

Services publics et
Approvisionnement Canada

Canada

Discours – gestionnaire de projet du MDN

Brian Maranta
Gestionnaire de projet – ITI C2

**Direction – Réalisation de projets (commandement, contrôle
et cyberspace)**
Ministère de la Défense nationale (MDN)

Aperçu des exigences opérationnelles

** Veuillez noter que les diapositives suivantes renferment des renseignements prospectifs. Des changements, des précisions et des confirmations seront probablement fournis pendant les processus d'IQ et de DP.*

Renseignements généraux sur le projet – lacunes

- Les systèmes de TI de niveau secret des FAC sont désuets, manquent de souplesse et ne peuvent pas évoluer.
- Les commandants des FAC n'ont pas accès à des dispositifs de traitement, de stockage et de réseautage de niveau secret rapides et fiables à l'appui des nouvelles exigences, comme le ciblage, le RSR interarmées et le maintien en puissance de la force.
- Il existe de multiples réseaux de niveau secret à usage unique, restreignant le cheminement de l'information et entraînant des pertes d'efficacité sur le plan du soutien et du maintien en puissance.
- Les réseaux de niveau secret ne sont pas dotés des technologies modernes nécessaires pour soutenir l'intelligence artificielle et l'analyse des données.

Exigences obligatoires générales

1. **Interopérabilité** : Les utilisateurs doivent être en mesure d'interagir et de partager en toute transparence des renseignements à l'interne, ainsi qu'avec le GC, les É.-U., le Gp5, l'OTAN et les partenaires de mission au moyen des réseaux de niveau secret.
2. **Persistance** : Les fonctions de traitement et d'échange de renseignements doivent être robustes et efficaces. (À l'échelle des missions principales et des opérations dans le cadre de Protection, Sécurité, Engagement)
3. **Pérennité** : La reprise des fonctions de traitement et d'échange de renseignements doit être facile. Sinon, ces fonctions doivent être adaptées à l'adversité et aux dommages, et se dégrader de manière gracieuse, conformément aux priorités établies. (Infrastructure hébergée dans des installations protégées, redondance informatique, réseautage et fonctions de stockage)
4. **Réceptivité** : Les changements aux fonctions de traitement et d'échange de renseignements peuvent être mis en œuvre rapidement pour satisfaire les besoins opérationnels et organisationnels, nouveaux et émergents.
5. **Souplesse** : Les fonctions de traitement des renseignements doivent être adaptées, de manière dynamique et automatique, pour satisfaire les besoins opérationnels et les exigences urgentes. (Infrastructure de TI agile, capacité de s'adapter rapidement pour satisfaire la demande).
6. **Évolutivité et capacité de croissance** : Il faut appuyer l'intégration rapide de nouvelles fonctions en réaction aux changements à la politique, aux menaces et aux avancées technologiques (élasticité, doit être capable de tenir compte d'une croissance des données annuelle de 30 %).
7. **Sécurité** : Confidentialité, intégrité et accessibilité des renseignements, conformément aux politiques du GC et du MDN. (Doit respecter le profil de contrôle de la sécurité de niveau secret/élevé/élevé).
8. **Soutien intégré à la logistique** : Capacité d'optimiser les coûts de service et de faciliter le soutien au système pendant l'ensemble de son cycle de vie (entraînement, soutien en service, modèle de service de la GSTI).

Résultats du projet

- Fonctions de stockage, de traitement et de connectivité de TI à multiples restrictions modernisées et de niveau secret, afin d'améliorer l'accessibilité de l'information par les FAC à l'appui du C2 et de C4ISR.
- Partage amélioré de renseignements avec les autres organismes du gouvernement, les alliés et les partenaires.
- Réseaux de niveau secret du MDN et des FAC combinés pour accroître la connectivité et réduire la complexité et les coûts du soutien en service.
- Résilience et sécurité accrues pour lutter contre les cybermenaces.
- Accès à une technologie en constante évolution grâce à l'approvisionnement de la TI à la demande.

Produits livrables du projet

- Nuage informatique secret (IaaS, PaaS et SaaS), y compris des services Edge au Canada et pour les opérations de déploiement
 - MRC, FC, ARC et COMFOSCAN
- Réseautage de niveau secret amélioré
 - Meilleur maniement du flot de données et fiabilité accrue
- Sécurité axée sur les données
 - Permettre la protection multiconditions
- Service de transfert interdomaine
 - Secret à secret et secret à Protégé
- Accès interdomaine
 - Secret et Protégé sur un appareil d'un utilisateur final

Des questions



* PAUSE *

PROCESSUS DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

Aaron Abela et Byron Kendell
Autorités contractantes

**Division de la sécurité de l'information et de la guerre électronique (QE) –
Grands Projets**
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)



Processus de consultation et d’approvisionnement

- **Phase I : Consultation initiale de l’industrie :**
 - i. Lettre d’intérêt (LI) (achevée à l’été 2018)
 - ii. Journée de l’industrie (tenue en mai 2019)
 - iii. Réunions individuelles classifiées avec des fournisseurs (achevées en mai 2019)
 - iv. Réunions individuelles avec des fournisseurs de services d’infonuagique (achevées en février 2020)
 - v. Demande d’information (RFI) (en cours)
- **Phase II : Ébauche de l’invitation à se qualifier (IQ) pour les services d’infonuagique/gérés :**
 - i. Ébauche de l’invitation à se qualifier (ébauche de l’IQ)
 - ii. Journée de l’industrie et réunions individuelles

Phase II – Ébauche de l'IQ

- Qu'est-ce que l'ébauche de l'IQ?
- Étape précédant l'IQ définitive.
- Occasion pour les fournisseurs intéressés de fournir une rétroaction écrite avant la diffusion de l'IQ définitive.
- La participation n'est pas une condition ni un préalable pour répondre aux IQ subséquentes.

Instructions pour l'ébauche de l'IQ

- On veut obtenir la rétroaction de l'industrie pour veiller à ce que l'invitation à se qualifier tienne compte de la capacité de l'industrie.
- On demande aux fournisseurs d'utiliser la feuille de calcul fournie en format Excel pour transmettre leurs commentaires.
- La rétroaction, les commentaires, les questions et les suggestions des répondants seront fournis à tous les répondants, sauf s'ils sont exclusifs.
- Les demandes de renseignements techniques à caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » pour chaque élément visé.

Instructions pour l'ébauche de l'IQ (suite)

- Toutes les demandes de renseignements et autres communications, y compris les commentaires sur l'ébauche de l'IQ, doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), à l'adresse courriel ci-dessous :
- TPSGC.PADivisionQE-APQEDivision.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.
- Nous invitons les fournisseurs intéressés à transmettre leurs commentaires, questions et suggestions par écrit **avant 14 h (HNE), le 24 mars 2023**.

Processus de consultation et d'approvisionnement proposé (suite)

- Phase III : Invitation à se qualifier (IQ) pour les services d'infonuagique/gérés :
 - i. invitation à se qualifier (IQ définitive);
 - ii. Consultation après l'IQ et contrat(s) de consultation financée

Phase III – IQ définitive

- L'**invitation à se qualifier (IQ)** vise à permettre aux fournisseurs capables de fournir des services infonuagiques sécurisés à très grande échelle dans le cadre du projet de l'infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du contrôle (ITI C2) de se qualifier pour passer aux prochaines étapes du processus d'approvisionnement. Seuls les fournisseurs qualifiés préalablement seront invités à présenter une réaction sur l'ébauche de la DP et à fournir une proposition pour la DP définitive.
- **En outre, la présente IQ :**
 - a) informe les fournisseurs éventuels des exigences relatives à la sécurité des prochaines étapes du processus d'approvisionnement et du contrat subséquent;
 - b) donne d'autres renseignements pertinents sur l'éventuel appel d'offres concernant les services infonuagiques;
 - c) fournit les dispositions contractuelles pour les contrats de consultation financée subséquents.

Contrat(s) de consultation financée (CF)

- Favoriser la consultation en assurant des interactions actives entre le Canada et les fournisseurs qualifiés.
- Permettre au Canada de définir de manière plus approfondie la solution requise avec l'aide de l'industrie, afin de respecter les exigences du MDN en matière de capacité.
- Instrument pour échanger des renseignements exhaustifs.
- Les fournisseurs qualifiés qui ne respectent pas les exigences en matière de sécurité, comme l'indique l'ébauche de l'IQ, n'obtiendront pas de contrat de consultation financée.
- Soutenir l'achèvement de l'énoncé des besoins (SOR), les caractéristiques du système et d'autres documents pertinents pour l'infonuagique.

Contrat de consultation financée (suite)

- On prévoit que la période du contrat de consultation financée sera d'un (1) an, avec l'**option irrévocable d'en prolonger la durée d'au plus quatre (4) périodes additionnelles d'un (1) an.**
- À la lumière du niveau de consultation demandé, le Canada prévoit assurer une consultation financée avec tous les fournisseurs qualifiés qui respectent aussi les exigences en matière de sécurité, comme l'indique l'ébauche de l'IQ.
- Il n'est pas obligatoire de participer à la consultation financée. Cela n'empêchera pas un fournisseur qualifié d'être invité à présenter une ébauche de DP pour les services d'infonuagique ou une proposition lorsque la DP pour les services d'infonuagique sera diffusée.
- Le MDN a alloué un montant prédéterminé et limité de fonds aux contrats de consultation financée escomptés.

Processus de consultation et d'approvisionnement (suite)

- **Phase IV : Ébauches de DP et DP pour les services d'infonuagique/gérés et la sécurité axée sur les données :**
 - i. Ébauche de la DP sur le volet des services d'infonuagique/gérés
 - ii. Ébauche de la DP sur le volet de la sécurité axée sur les données
 - iii. Journée de l'industrie et réunions individuelles sur le volet services d'infonuagique/gérés
 - iv. Journée de l'industrie et réunions individuelles sur le volet de la sécurité axée sur les données
 - v. DP définitive sur le volet des services d'infonuagique/gérés
 - vi. DP définitive sur le volet de la sécurité axée sur les données

- **Phase V : Attribution du marché.**



Une approche d'approvisionnement

Des Questions





Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Eric Macfarlane
Gestionnaire de projet
Direction générale des retombées industrielles et technologiques

Plan de l'exposé

- Objectif
- Stratégie d'approvisionnement en matière de défense
- Retombées industrielles et technologiques, y compris la proposition de valeur
- Les capacités industrielles clés (CIC)
- Consultations auprès de l'industrie: Ce que nous avons entendu
- Prochaines étapes

Objectif

- Le gouvernement du Canada consulte l'industrie afin d'élaborer une approche permettant d'optimiser les retombées économiques du projet de L'infrastructure de Technologie de l'Information à l'Appui du Commandement et du Contrôle (ITI C2)
- Les commentaires des représentants de l'industrie serviront à :
 - valider l'analyse du secteur canadien de technologie de l'information et des capacités connexes réalisée par le gouvernement du Canada
 - élaborer une approche permettant de retirer des avantages économiques à l'appui du projet de ITI C2

Stratégie d'approvisionnement en matière de défense du Canada

- **Annoncée en février 2014 par les ministres de :**
 - Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (maintenant Services publics et Approvisionnement Canada)
 - Défense Nationale
 - Industrie Canada (maintenant Innovation, Sciences et Développement économique Canada)
- **Objectifs :**
 - Fournir le bon équipement aux Forces armées canadiennes et à la Garde côtière canadienne, en temps opportun;
 - Tirer parti des achats de matériel et de services de défense pour créer des emplois et stimuler la croissance économique au Canada;
 - Simplifier les processus d'approvisionnement en matière de défense

La proposition de valeur (PV)

- La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) est en vigueur depuis 1986. En 2014, elle a été modifiée afin d'inclure la proposition de valeur (PV)
 - Les soumissionnaires retenus sont maintenant sélectionnés en fonction du prix, du mérite technique et de la proposition de valeur
 - La PV comprend l'engagement du soumissionnaire à mener les travaux au Canada et elle représente au moins 10 % de la note totale
 - Les entreprises qui se voient attribuer des contrats d'approvisionnement doivent mener des activités commerciales au Canada, dont la valeur équivalant à celle du contrat

Proposition de valeur

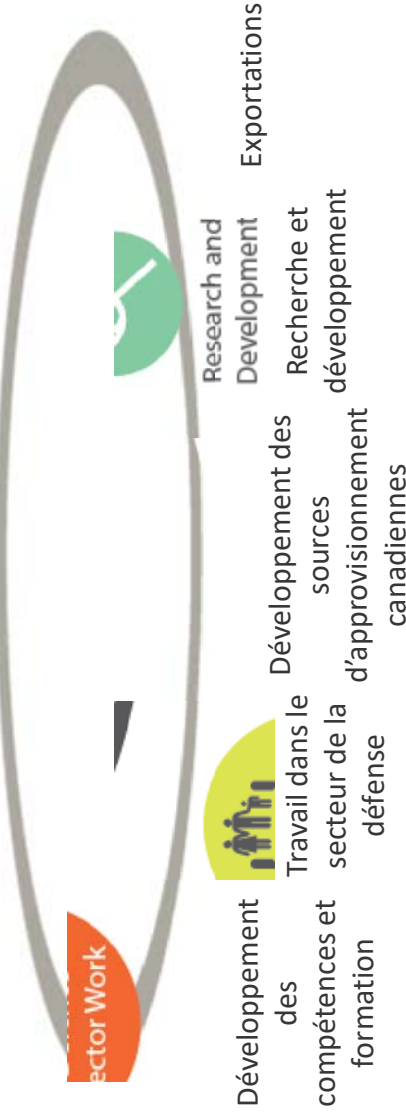
- Engagements et activités proposés au moment de la soumission
- Proposition pondérée et cotée lors de l'évaluation des soumissions

Obligation courante

- Activités déterminées après l'attribution du contrat
- Porte les activités déterminées à la totalité de la valeur du contrat

Structure de la proposition de valeur

- appuient la croissance et la viabilité à long terme de **l'industrie de la défense** du Canada;
- appuient la croissance des opérations canadiennes des soumissionnaires, ainsi que de leurs **fournisseurs au Canada**, incluant les PME dans toutes les régions du pays;
- favorisent l'innovation au moyen de **la recherche et développement (R-D) au Canada**;
- accroissent le potentiel d'**exportation** des entreprises établies au Canada;
- favorisent le **développement des compétences et la formation** pour rehausser les perspectives d'emploi pour les Canadiens



Le guide de la PV offre un cadre souple

Pour chaque approvisionnement, il y a possibilité :

- De réduire ou d'augmenter le poids de la PV
- D'évaluer les critères de façon différente
- D'appliquer une partie ou la totalité des critères
- D'appliquer des exigences obligatoires
- De développer de différentes grilles de notation comme les capacités industrielles clés (CIC)

Éclairé par :

La participation de
l'industrie

La recherche et
l'analyse

Experts
indépendants

Les capacités industrielles clés (CIC)

Description

Les domaines industriels de technologie émergente ou de force industrielle établie au Canada qui sont importants au développement d'une industrie de la défense concurrentielle à l'échelle mondiale.

Sommaire

- Les capacités industrielles clés peuvent être ciblées par ISDE dans le cadre des exigences liées à notre proposition de valeur.
- Chaque capacité industrielle clé a une définition qui décrit les activités opérationnelles admissibles selon une analyse et des consultations approfondies.
- Le maintien et le développement de ces capacités industrielles souveraines permettent à l'industrie canadienne de proposer à nos forces armées l'équipement et les services dont elles ont besoin.

Technologies émergentes



Matériaux de pointe



Cyberrésilience



Intelligence artificielle



Systèmes télépilotés et technologies autonomes



Technologie propre



Systèmes spatiaux

Principales compétences et services industriels essentiels



Systèmes et composants aérospatiaux



Systèmes de mission et systèmes de plateformes navales



Blindage



Munitions



Intégration des systèmes de défense



Services de construction navale, de conception et d'ingénierie



Systèmes électro-optiques/infrarouges



Sonars et systèmes acoustiques



Solutions en matière de véhicules terrestres



Formation et simulation



Soutien en service

Formation et simulation

Consultation de l'industrie: Ce que nous avons entendu

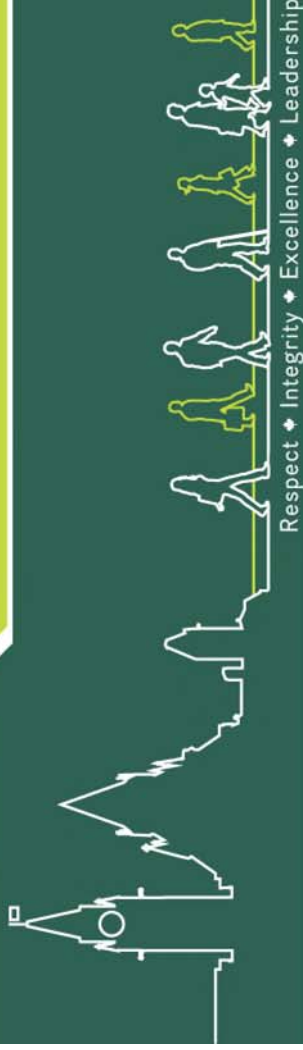
- Le Canada a sollicité les commentaires de l'industrie par le biais de réunions et de questions publiées sur Achatsetventes pour soutenir le développement de l'approche de levier économique pour le projet ITI C2.
- Les commentaires de l'industrie ont validé l'attribution de points pour :
 - Activités reliées à la cyberrésilience et l'intelligence artificielle;
 - Exécution de travaux contractuels au Canada;
 - Partenariats avec des entreprises et PME canadiennes; et
 - Investissements en R-D et développement des compétences

Prochaines étapes

- Les commentaires écrits concernant les RIT/PV, y compris les réponses aux questions que nous avons publiées précédemment, peuvent être soumis à l'autorité contractante de SPAC
- Le Canada fournira plus de détails sur l'approche des RIT-PV pour l'ITI C2 après le processus d'invitation à se qualifier
- Pour de plus amples renseignements sur la Politique sur les retombées industrielles et technologiques du Canada, veuillez vous rendre à l'adresse <http://www.canada.ca/rit>

Des Questions





Programme de sécurité des contrats de Services publics et Approvisionnement Canada

Alexandre Parent

Agent principal des relations avec la clientèle

Services publics et Approvisionnement Canada

Secteur de la sécurité industrielle



Overview

- Programme de sécurité des contrats
- Processus de parrainage
- Types d'enquêtes de sécurité
- Attestations de sécurité d'organisation
- Attestation de sécurité provisoire
- Mesures de sécurité d'organisation
- Participation, contrôle et influence de l'étranger
- Délais de traitement
- Normes de service
- Exigences de sécurité contractuelles
- Questions
- Contactez-nous
- Liens utiles



Programme de sécurité des contrats de SPAC

- soutient les ministères fédéraux et leurs fournisseurs dans la prestation de services et d'activités nécessitant la protection des renseignements, des biens et des lieux de travail délicat du gouvernement
- effectue des enquêtes de sécurité sur des organisations et leurs employés ce qui permet l'industrie d'obtenir des contrats de nature délicate gouvernemental au Canada et à l'étranger
- s'assure que les clauses de sécurité qui doivent être ajoutées aux contrats sont incluses aux outils de passation de contrats
- participe à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à la négociation d'instruments bilatéraux de sécurité industrielle
- forme et éduque l'industrie sur leurs responsabilités en matière de sécurité et s'assure que les organisations se conforment aux exigences contractuelles en matière de sécurité

Processus de parrainage

Les organisations **admissibles** à l'enquête de sécurité peuvent se faire **parrainer** pour une enquête de sécurité par une **source approuvée** à des étapes précises du cycle de vie de l'approvisionnement.

Qui peut être une source approuvée?

- un agent d'approvisionnement du gouvernement du Canada, un agent contractuel ou un agent de location
- un agent de sécurité ou un gestionnaire de projet du gouvernement du Canada
- un entrepreneur principal détenant une attestation valide du PSC
- les administrations nationales et désignées de la sécurité, au nom d'une entreprise ou d'un gouvernement étranger, qui octroie un contrat à l'organisation



Types d'attestations de sécurité

	Renseignements et biens	Lieux de travail	Attestation de sécurité	Enquête sur le personnel
Classifié	Très secret	Zone de haute sécurité	Attestation de sécurité d'installation (Très secret)	Très secret
	Secret	Zone de sécurité	Attestation de sécurité d'installation (Confidentiel ou Secret)	Secret
	Confidentiel			
Protégé	Protégé C	Zone de sécurité	Vérification d'organisation désignée	Cote de fiabilité approfondie
	Protégé B	Zone d'opérations		Cote de fiabilité
	Protected A			

Attestations de sécurité d'une organisation

Attestation de sécurité provisoire (NOUVEAU)

permet aux organisations d'accéder à des renseignements et à des biens **protégés** ou **classifiés** à l'**étape de préqualification** ou **de préparation des soumissions** d'un processus d'approvisionnement par le biais d'une enquête de sécurité des membres de leur équipe de préparation de l'offre au niveau de la **cote de fiabilité** ou au niveau de **l'autorisation de sécurité** requis.

Vérification d'organisation désignée

permet aux organisations d'accéder à des renseignements et à des biens **protégés**, ou à des **lieux de travail sécurisés** par le biais d'une enquête de sécurité des employés au niveau de la **cote de fiabilité**.

Attestation de sécurité d'installation

permet aux organisations d'accéder à des renseignements ou à des biens **classifiés** (Confidentiels, Secrets, Très secrets ou OTAN) ou à des **zones de sécurité restreintes** par le biais d'une enquête de sécurité des employés au niveau de **l'autorisation de sécurité** requise par le contrat (**Secret** ou **Très secret**).

Attestation de sécurité provisoire

- pour les organisations canadiennes qui ont besoin d'accéder à des renseignements ou à des biens de nature délicate pendant l'étape de préqualification d'une demande de soumissions d'un processus d'approvisionnement (c.-à-d. avant de dépôt des soumissions);
- fournit un processus d'enquête de sécurité plus rapide et moins contraignant pour les soumissionnaires potentiels;
- implique une évaluation organisationnelle des soumissionnaires potentiels et permet à l'organisation d'avoir quelques individus d'être enquêtés;
- n'est valable que pour la durée de la phase d'invitation à soumissionner;
- peut inclure une autorisation de détenir des renseignements, si cela est absolument nécessaire.



Mesures de sécurité d'organisation

Type de mesure de sécurité	Definition
Autorisation de détenir des renseignements	Garder des biens ou des renseignements de nature délicate dans vos installations
Autorisation de production	Pour construire, fabriquer, réparer des produits délicats dans vos installations
Autorisation de traiter les technologies de l'information	Pour accéder à des renseignements de nature délicate par voie électronique dans vos installations, ou pour les transmettre

Les mesures de sécurité de l'organisation sont propres au contrat et aux installations.

Mesures de sécurité d'organisation (suite)

Autorisation de détenir des renseignements

- permet à une organisation de détenir et de protéger des renseignements ou biens de nature délicate à leurs emplacements professionnels afin d'exécuter un contrat ou un contrat de sous-traitance
- donne lieu à une inspection de sécurité matérielle de tous les soumissionnaires au cours de la phase d'évaluation des offres d'un processus d'approvisionnement
- valide les mesures de sécurité et exige la mise en œuvre de mesures de conformités au sein de l'organisation
- peut exiger qu'une organisation apporte des modifications à ses installations et en absorbe les coûts
- est propre au site, propre au contrat et un prérequis pour d'autres mesures de sécurité

Participation, contrôle ou influence à l'étranger

Une évaluation de participation, contrôle ou influence à l'étranger (PCIE)

- porte sur le degré de **participation, contrôle** ou de **l'influence** que les intérêts à l'étranger peuvent avoir sur une organisation canadienne
- **identifie et prévient** les tiers étrangers non autorisés d'accéder aux renseignements et aux biens classifiés du gouvernement
- est requise pour les contrats impliquant des informations **classifiées internationales, classifiées de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord** et des informations **COMSEC**

Le Programme de sécurité des contrats de SPAC est responsable d'effectuer une évaluation de la PCIE pour les fournisseurs canadiens

Délais de traitement (pour les organisations)

Attestations et mesures de sécurité d'organisation	Délais de traitement actuels	Objectifs optimistes
Attestation de sécurité provisoire	varie selon le niveau	S/O
Vérification d'organisation désignée	jusqu'à 4 mois	30 jours ouvrables* (85% du temps)
Attestation de sécurité d'installation (Secret)	6 mois ou plus	75 jours ouvrables* (80% du temps)
Attestation de sécurité d'installation (Très secret)	12 mois ou plus	S/O
Autorisation de détenir des renseignements	variable	S/O
Autorisation de traiter les technologies d'information	variable	S/O
Évaluation PCIE	2-6 mois ou plus	S/O

*demandes simples seulement

Normes de service

Enquête de sécurité sur le personnel	Normes de service	Objectifs optimistes
Cote de fiabilité (simple)	7 jours ouvrables	4 jours ouvrables
Cote de fiabilité (complexe)	jusqu'à 120 jours ouvrables	S/O
Secret/OTAN (simple)	jusqu'à 75 jours ouvrables*	35 jours ouvrables*
Secret/OTAN (complexe)	jusqu'à 120 jours ouvrables*	S/O
Très secret/COSMIC	12 mois +*	S/O

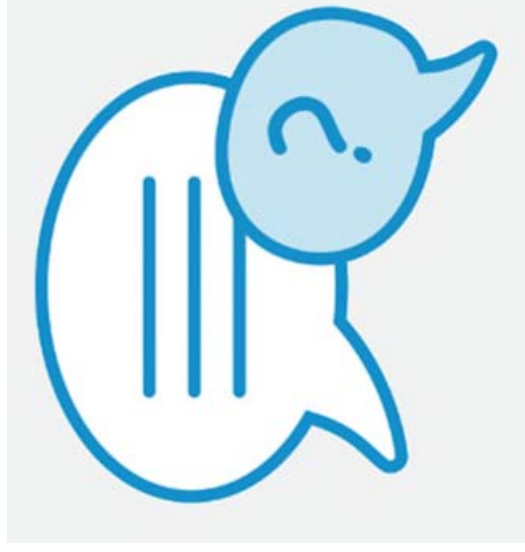
*en plus du délai de vérification de la fiabilité

Revu des exigences de sécurité du contrat

- Enquête de sécurité sur l'organisation : attestation de sécurité d'installation au niveau secret
- Mesure de sécurité: autorisation de détenir des renseignements au niveau secret
- Accès aux marchandises contrôlées : avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées
- Enquête de sécurité du personnel requis :
 - Le personnel devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur
 - Le personnel devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens de l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique** et doivent détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET
 - Le personnel devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS ÉTRANGERS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens de l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique** et doivent détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET
 - Le personnel devant avoir accès aux biens ou aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué
 - Le personnel devant avoir accès à des renseignements ou à des biens NATO DIFFUSION RESTREINTE, **doivent être citoyens d'un pays membre de l'OTAN ou doivent être résident permanents du Canada** et doivent détenir une cote de FIABILITÉ ou son équivalent en vigueur

Les enquêtes de sécurité doivent être accordées ou approuvées par le PSC de SPAC

Des Questions



Contactez le centre de service à la clientèle

Programme de sécurité des contrats - Renseignements généraux

Téléphone

Sans frais : 1-866-368-4646

Région de la capitale nationale : 613-948-4176

Du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h (heure de l'Est)

Courriel

ssi-iss@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Site internet

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>

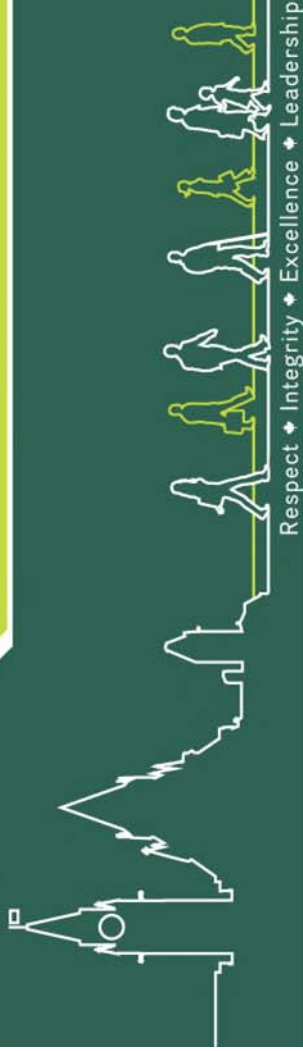


Liens utiles

- **Enquête de sécurité pour les contrats du gouvernement**
<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>
- **Manuel de la sécurité des contrats**
<https://tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/msc-csm/index-fra.html>
- **Enquête de sécurité sur l'organisation et le personnel**
<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/organisation-organization/securite-security-fra.html>
- **Exigences de sécurité relatives aux lieux de travail**
<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/protection-safeguarding/lieux-travail-work-site-fra.html>
- **Protection de l'équipement, des lieux, des biens et des renseignements**
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/protection-safeguarding-fra.html>
- **Transfert de renseignements et de biens de nature délicate**
<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/protection-safeguarding/transfert-transfer-fra.html>

MOT DE LA FIN

Rita Brown – SPAC
Brian Maranta – MDN



MERCI!